

Le Conseil d'Administration de l'Établissement public foncier de Normandie s'est réuni le 28 novembre 2025, sous la présidence de M. Alexandre RASSAERT, Président du Conseil d'Administration de l'E.P.F. Normandie, en présence de M. Philippe LERAÎTRE, Secrétaire Général pour les Affaires Régionales représentant M. le Préfet de la Région Normandie, de M. Laurent DEGEZ, Contrôleur Général Economique et Financier et de M. Kamal KEHILA, Agent Comptable de l'EPF Normandie,

- Vu le décret n° 68-376 du 26 avril 1968 portant création de l'Établissement Public de la Basse-Seine, modifié par les décrets n° 77-8 du 3 janvier 1977, n° 2000-1073 du 31 octobre 2000 et n° 2004-1149 du 28 octobre 2004, n° 2009-1542 du 11 décembre 2009, n°2012-1247 du 07 novembre 2012, n° 2014-1732 du 29 décembre 2014 et n° 2015-979 du 31 juillet 2015, l'ordonnance n° 2011-1068 du 8 septembre 2011, le décret n° 2011-1900 du 20 décembre 2011 et n° 2018-777 du 7 septembre 2018 et le décret n° 2025-242 du 17 mars 2025,
- Vu la convention d'intervention du 17 octobre 2024 entre la Communauté d'Agglomération du Cotentin et l'EPF de Normandie sur l'opération OPE2023196 - 50 - CHERBOURG EN COTENTIN « AVENUE AMIRAL LEMONNIER / SECTEUR LASNON »,
- Sous réserve de la délibération de la Communauté d'Agglomération du Cotentin, sollicitant l'intervention de l'EPF de Normandie et s'engageant au rachat des biens dans un délai de 5 ans,
- Sur les rapports et après avis favorable de la Commission des Affaires Foncières et de la Commission des Affaires Financières,

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

D'accepter, à la demande de la Communauté d'agglomération du Cotentin, l'extension de périmètre de l'opération OPE2024109 - 50 - CHERBOURG EN COTENTIN « AVENUE AMIRAL LEMONNIER / SECTEUR LASNON », **et d'acquérir** les parcelles cadastrales section AH n°s 421, 422, 816 et 817 sises sur la ville de Cherbourg-en-Cotentin (50), d'une contenance globale de 4 527 m².

La durée de portage pour cette intervention est fixée à 5 ans.

L'enveloppe de l'opération est inchangée et s'élève à 2 800 000€ HT.

D'autoriser le Directeur Général à signer, avec la Communauté d'agglomération du Cotentin, un avenant à la convention d'intervention du 17/10/2024.

D'accepter l'éventuelle délégation du droit de préemption urbain qui pourrait être consentie par le titulaire du droit de préemption urbain.

Le Président du Conseil d'Administration
de l'E.P.F. Normandie,


Alexandre RASSAERT

Le Directeur Général
de l'E.P.F. Normandie,


Gilles GAL

Délibération approuvée
A Rouen, le 28 NOV 2025
Le Préfet

